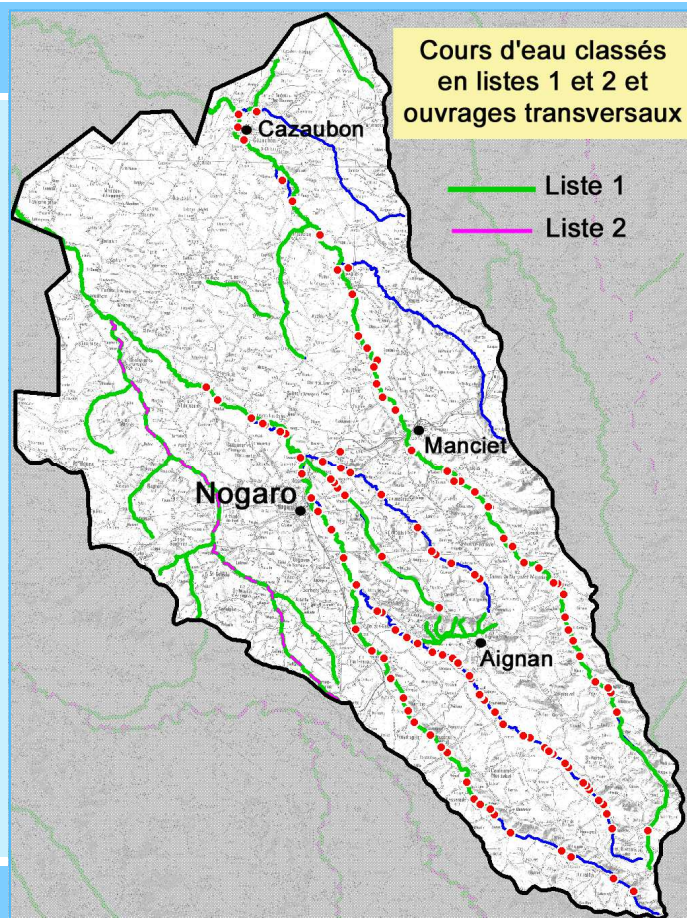


Plan pluriannuel de gestion (PPG) du SIAB Midour-Douze

Fiche information n° 10

Les moulins et la continuité écologique

Le classement des cours d'eau



Le nouveau classement des cours d'eau du bassin Adour-Garonne est entré en vigueur au 1er janvier 2014, conformément à [l'article L. 214-17 du code de l'environnement](#).

Celui-ci classe les cours d'eau en **deux listes** en vue d'assurer la **préservation** (pas de nouveaux obstacles) ou la **restauration** (atténuation des impacts des ouvrages existants) de leur **continuité écologique**.

Le classement en **liste 1** empêche la construction de tout nouvel obstacle à la continuité écologique. Il impose aussi la restauration de cette continuité à long terme au fur et à mesure des renouvellements d'autorisations ou de concessions.

Le classement en **liste 2** impose, dans les cinq ans, aux ouvrages existants les mesures correctrices de leurs impacts sur la continuité écologique. Il induit une obligation de résultat en matière de circulation des poissons migrateurs et de transport suffisant des sédiments.

Les cours d'eau et ouvrages concernés

Cours d'eau	1 seuil pour X km	Tronçons court-circuités	Longueur de bief amont	Portion de CE influencée
Midour	1,54	2,4 %	17,6 %	20,0 %
Petit Midour	1,0	0,0 %	16,6 %	16,6 %
Saint-Aubin	2,4	0,0 %	3,2 %	3,2 %
Midouzon	1,62	0,0 %	2,7 %	2,7 %
Douze	1,77	4,9 %	33,3 %	38,2 %
Bergon	16,5	0,0 %	2,2 %	2,2 %
Maignan	0	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Ubi	12,4	0,0 %	21,9 %	21,9 %
Moyenne	1,85	2,1 %	18,4 %	20,3 %

Sur le territoire du SIAB, les principaux cours d'eau étudiés sont classés en liste 1 : Midour, St-Aubin, Douze, Maignan. Sur ces axes, de nombreux ouvrages transversaux perturbent les conditions d'écoulement et la continuité écologique.

Il s'agit d'ouvrages anciens, associés aux **moulins**, ou récents (stockage pour l'irrigation, stabilisation du profil en long, etc.).

Au total (tronçon court-circuité + bief amont), c'est en moyenne **20 % du linéaire** de cours d'eau qui est influencé par la présence de ces ouvrages transversaux. Les cours d'eau les plus touchés sont, par ordre décroissant, la Douze, l'Ubi et le Midour.

Cours d'eau	Longueur dérivation	Dérivation fonctionnelle	Dérivation perchée	Dérivation fermée
Midour	1,66	13,3 %	40,4 %	45,8 %
Petit Midour	0,88	0,0 %	100,0 %	0,0 %
Saint-Aubin	0,68	0,0 %	100,0 %	0,0 %
Midouzon	1,5	0,0 %	100,0 %	0,0 %
Douze	5,1	32,6 %	36,2 %	31,0 %
Bergon	0,02	0,0 %	100,0 %	0,0 %
Maignan	0	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Ubi	0,63	0,0 %	100,0 %	0,0 %
Moyenne	10,5 km	17,7 %	59,5 %	22,4 %

Pour la plupart de ces ouvrages, l'**absence d'usage ou de fonction** associés, le **manque d'entretien, de gestion** ou un **état déjà dégradé** permettent d'envisager une modification, voire l'arasement partiel ou total, afin de réduire ou annuler leurs impacts (colmatage des fonds, réchauffement de l'eau, obstacle à la continuité, etc.).

Cependant, aucune action ne peut être engagée directement par le SIAB, dans la mesure où ces ouvrages constituent généralement une propriété privée et sont, dans le cas des moulins, associés à un droit d'eau.

Un appui possible aux propriétaires

Le syndicat peut apporter un **appui technique** aux propriétaires d'ouvrage soumis à une obligation réglementaire concernant le rétablissement de la continuité écologique.

Il peut notamment conduire une **étude concertée sur un ensemble d'ouvrages** visant à définir, au cas par cas, les avantages et les inconvénients de toute modification d'un seuil pour sa mise en conformité vis-à-vis de la réglementation.

Cette analyse devra tenir compte du contexte géologique (berges sableuses ...) et des **enjeux riverains** (présence de bâtiments ou d'infrastructure), en amont comme en aval de l'ouvrage concerné.

Les zones humides riveraines, les droits d'eau et la **propriété foncière** seraient également considérés.

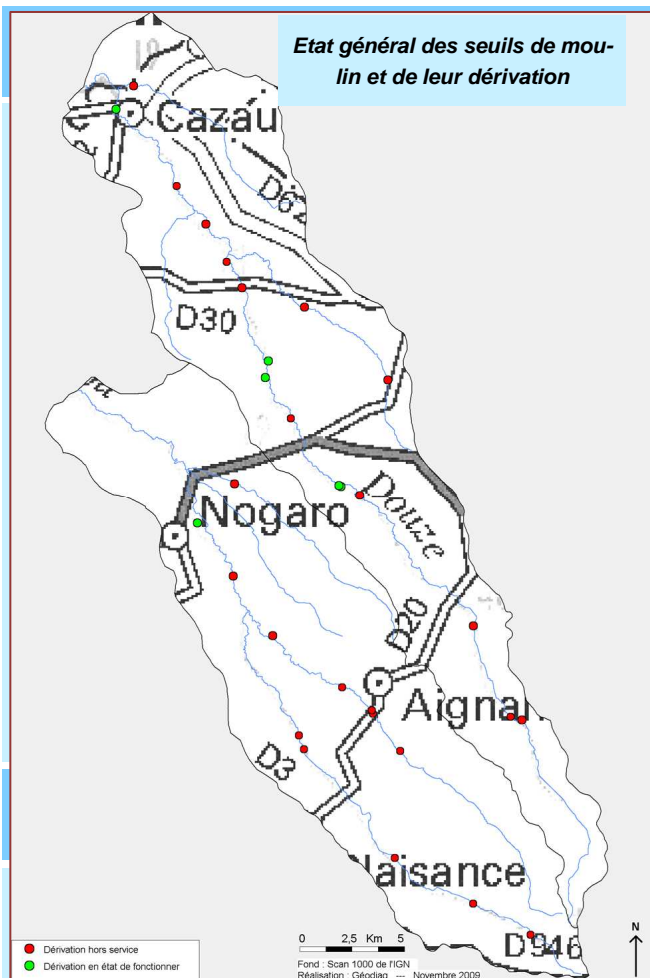
Des solutions adaptées à chaque cas

Plusieurs possibilités d'intervention sont envisageables :

- La remise en état et en fonction des **vannes** et leur manœuvre en hiver et au printemps, sur la base d'une charte d'utilisation définie entre le SIAB et le propriétaire ;
- La conservation de l'ouvrage et l'**aménagement du site** par arasement partiel ou son équipement d'une passe à poissons* ou d'une rivière de contournement ;
- La **suppression** de l'ouvrage et la remise en état du site (cours d'eau, paysage riverain, etc.).

Le choix de la solution la plus adaptée repose sur la prise en compte des enjeux et usages concernés.

Le recours à une action concertée, avec l'appui du SIAB, permettrait un meilleur **accompagnement technique** et des **aides financières** plus conséquentes.



Exemple d'un seuil dégradé et délaissé

Conception et réalisation

À consulter, pour aller plus loin ...

- Fiches info n° 3, 6 et 9
- Dossier de déclaration d'intérêt général

